

COMMENT
CHIRAC A GARDÉ LE
POUVOIR.

SOMMAIRE.

L'idéologie française.

P. 3 : Le mythe.

P. 5 : La réalité.

Le précédent.

P. 8 : Le faux.

P. 9 : Le vrai.

Les différences.

P. 12 : La V^e République.

P. 13 : L'« Europe ».

P. 13 : La poussée à gauche.

P. 16 : Le niveau de manipulation.

Les responsabilités.

P. 17 : Le cadre de la politique du gouvernement Jospin.

P. 19 : De l'automne 97 au printemps 2000.

P. 21 : La déchirure.

P. 23 : Les conséquences sur le PCF, les syndicats, le PS.

L'épreuve du feu.

P. 25 : Le score des « trotskystes ».

P. 26 : Prendre ses responsabilités ? Mais vous n'y pensez pas !

Quelles perspectives ?

P. 29 : Pour la discussion.

P. 29 : Pour la démocratie.

P. 32 : Dans l'immédiat.

L'idéologie française.

Le mythe.

Printemps 2002. Le fascisme a failli prendre le pouvoir en France. Il était moins une : sans nul doute, les camps de concentration allaient s'ouvrir par la faute à quelques millions de lâches, qui avaient eu la flemme de voter le 21 avril. Ces salopards, ouvriers et chômeurs pour la plupart, ont fait le jeu de Le Pen (certains ont fait exprès). Le Pen est un grand blond borgne et milliardaire qui dit tout haut ce que tous ces salopards pensent tout bas. Heureusement, des jeunes ont manifesté pour que tout le monde vote Chirac et, ainsi, sauve la République, la France, l'honneur et la liberté. Et leur appel a été entendu : tout le monde a voté Chirac, sauf cette minorité de salopard qui se sont soit abstenus, soit ont voté Le Pen. Ainsi, le pire a été évité. Si tout le monde n'avait pas voté Chirac, les camps et les stalags s'ouvriraient dans la nuit du 5 au 6 mai, aussi vrai que le programme de Jospin était de gauche ! En votant Chirac, les libertés ont été sauvées, la République avec, et même le vin rouge.

« *Vous n'avez pas voté l'autre jour et, par votre faute, voilà ceux qui va arriver : cinquante millions de morts. Ceux qui disaient que les Juifs, c'était pas grave, ils n'ont eu personne pour les défendre quand on a frappé à leur porte pour venir les arrêter. Voilà pourquoi nous les jeunes on manifeste, et voilà pourquoi on vous dit : voté Chirac. Si vous votez pas Chirac, le pire arrivera, parce que c'est vous qui l'aurez voulu.* » (Tract authentique distribué dans un collège de province entre les deux tours des élections présidentielles, les fautes originales conservées).

Les jeunes qui ont rédigé et distribué ce genre de tract n'avaient pas voté le 21 avril -beaucoup n'avaient pas le droit de vote mais il est clair que quand bien même l'auraient-ils eu, ils n'auraient pas voté. Aux élections législatives qui ont suivi au mois de juin 2002 ils n'ont d'ailleurs pas voté non plus. Lorsqu'ils avaient l'âge de voter, ils ont voté Chirac le 5 mai. On leur a dit qu'ils avaient sauvé la République, qu'ils sont une jeunesse admirable, à nulle autre pareille par son grand et beau « sursaut civique et républicain ». Toujours agréable à entendre, surtout après des semaines et des semaines où ils étaient montrés du doigt comme incarnations de l'*insécurité*, ce fléau majeur de notre temps.

L'*insécurité* a le visage d'un adolescent coiffé d'une casquette retournée, généralement basané, dont le vocabulaire très pauvre ne comprend notamment aucune formule de politesse ni même de gentillesse. Il parle fort (dans les clips de rap, on le voit chanter, et l'on peut constater qu'il parle en effet très fort avec des mouvements brusques dans tous les sens), il se déplace en faisant du bruit et comme il a toujours l'impression qu'on le regarde de travers, il prend les devants et provoque tout le monde, surtout les parents, les profs, les flics, et aussi les chauffeurs de bus, les médecins et les pompiers. Il sait qu'il n'y a pas de boulot prévu pour lui dans cette société, mais il sait aussi que, au moins pour quelques années, il peut se faire pas mal de blé en faisant du *business* avec des copains, jusqu'à ce que ça casse. Dans les mois qui ont précédé ce fameux 21 avril, cette image de l'*insécurité* a été ressassée de toutes les manières possibles -au vrai bien monotones- sur les chaînes de télé et les radios. L'un des ados basané à casquette avait même craché en direction du président Chirac en campagne en le traitant de *supermenteur* (et un autre s'était pris une claque en faisant les poches du principal candidat de droite autre que Chirac, Bayrou !).

Car Chirac, c'était, et c'est, *supermenteur*. Mais pour ne pas trop en parler, on parlait de l'*insécurité*, Chirac le premier, très exactement depuis le discours qu'il avait fait à la télé pour le 14 juillet précédent. Dans ce climat, les attentats du 11 septembre outre-Atlantique sont très bien tombés, ils ont permis d'en rajouter une louche tout en précisant bien que l'*insécurité* vient, comme chacun sait, des basanés surtout lorsqu'ils sont barbus (c'est alors encore pire que ceux à la casquette retournée, c'est du *terrorisme* ...).

Donc, jusqu'au soir du 21 avril 2002, les jeunes dans leur masse représentaient l'*insécurité* et s'apparentaient aux basanés à la casquette retournée.

Par un miracle républicain, ils se sont transformés en défenseurs de la République et en partisans acharnés du vote pour Supermenteur et Superescroc, devenu le grand sauveur de la République. Ah, que se serait-il passé si la masse des jeunes et des moins jeunes n'avait pas voté pour lui !!! On en frémit ! (Il y en a même qui écrivent des livres là-dessus). Mais grâce à Chirac, grâce aux jeunes, grâce à la gauche héroïque qui, tels les communistes français soutenant le général De Gaulle en 1940 (les mauvais esprits qui se rappelleraient qui avait réellement le soutien des stalinien en 1940 sont priés de se taire ! ...), le piège de l'abstention-collaboration a été déjoué. Ces salopards de prolétaires et autres habitants des cités, ceux qui ont peur de l'*insécurité* (dont télévisions et radios ont cessé de parler à compter du 21 avril jusqu'aux législatives) et qui votent Le Pen ou qui ne votent pas, ou qui votent pour n'importe qui (on a bien vu que tout ça, c'est pareil, n'est-ce pas ?) ont été vaincus, terrassés, par le sursaut républicain, cet admirable, et auguste élan de tout un peuple. Le fascisme n'est pas passé !

... Et c'est un président nouveau qui est sorti des urnes. Supermenteur est mort, vive Jacques Chirac le grand ! L'incarnation de la République. Plus il aura de voix, on vous dit, moins il pourra s'en servir pour faire une politique de droite. Votez Chirac, pour la République ! Ceux qui ne votent pas sont des collabos ! Il faut qu'il ait 80, 85, 90, il faut qu'il ait 100% des voix car ainsi il y en aura tellement qu'il ne pourra pas s'en prévaloir ! Haut les cœurs, patriotes ! Entrons en résistance, crachons sur les nuls qui n'ont pas voté ou ont fait les cons le 21 avril, et qu'un monde nouveau advienne !

Même pas deux mois après, un monde nouveau est advenu, si l'on peut dire : un nouveau parti, l'UMP (Union pour la Majorité Présidentielle), groupant toute la droite sauf l'UDF de Bayrou, a obtenu les deux tiers des sièges dans une « Assemblée nationale » qui se présente comme mandatée par le président et responsable devant lui. Cette majorité n'aurait pas été possible sans le vote d'une bonne moitié au moins de ceux qui avaient voté Le Pen lors des présidentielles : ils ont cette fois-ci assez fortement soutenu Chirac, ce sauveur de la République. Un gouvernement ultra-réactionnaire passe à l'offensive. La majorité, formée par ceux qui se sont abstenus ou qui ont voté à gauche, cette fois-ci principalement pour le PS, n'a pas de perspective politique alternative à lui opposer, du moins dans l'immédiat. La raison d'être de cette brochure est de dégager les leçons politiques de ce qui vient de se passer pour aider à construire une perspective politique et nourrir ainsi les prochains affrontements sociaux.

Les jeunes acteurs du « sursaut républicain » ont disparu. Ils ne sont pas allés voter les dimanches 9 et 16 juin. Si l'effondrement du PCF a été confirmé par ces élections bien qu'il sauve son groupe parlementaire grâce au PS et à quelques élus locaux implantés, le PS a lui « limité les dégâts » de sorte qu'il se retrouve plus ou moins dans la position paradoxale, et qui épouvante fort ses dirigeants, de seul navire à gauche. En effet, l'extrême gauche après son score historique du 21 avril (10,5%) n'a pas « transformé l'essai » aux législatives (et les Verts et les chevènementistes se prennent une claque). Beaucoup disaient que le vote Chirac le 5 mai était sans gravité, y compris, surtout, parmi ceux pour qui le vote Jospin aurait été une sorte d'apostasie ! Ce n'était donc qu'un mauvais moment à passer, un peu comme chez le dentiste pour extirper une carie, et ils escomptaient que l'élan du score du 21 avril multiplié par la puissance du 1^{er} mai et par la politisation de la jeunesse allait produire une croissance sans précédent des organisations et mouvements d'extrême gauche. Or, le vent de l'étrange défaite qui souffle sur la gauche en ce mois de juin 2002 les a *eux aussi* atteints. Les voilà qui se prennent à douter de l'inéluctabilité d'un « troisième tour social » ...

Les militants qui ont décidé d'élaborer cette brochure pensent que l'on doit réfléchir avec sa tête et que les critères politiques doivent prévaloir dans l'analyse politique. Ils reprendraient volontiers à leur compte, si cette référence n'était pas chargée du poids de celui qui prononce ces mots, premier responsable de l'étrange défaite, cette phrase sibylline de Lionel Jospin disant en guise d'adieux au conseil national du parti socialiste quelques jours après le « coup de tonnerre » du 21 avril : « *Ne vous laissez pas entraîner par les mythes* ». Qu'est-ce que le Front National ?

La réalité.

Le Front National est un repoussoir suffisamment puissant, rejeté, méprisé et haï à juste titre pour que, pendant que se distillait la légende d'une vague fasciste menaçant le pays et s'appêtant à prendre le pouvoir, le visiteur étranger, ou venu d'une autre planète, qui aurait voulu voir la vague brune de près, n'aurait vu en fait de fascistes que des antifascistes : ces jeunes par millions, ces travailleurs par centaines de milliers, deux millions dans la rue le 1^o mai -un chiffre minimisé par les contentées des chiffres de la police- face à 20 000 manifestants du Front National surencadrés par cette police travaillant la main dans la main avec la milice et service d'ordre du Front, le DPS (« Département Protection Sécurité »).

La force de répulsion que suscite le Front National permet, certes, des manipulations comme ce qui vient de se passer. Mais fondamentalement, il est sain, il est rassurant, qu'elle soit telle. La majorité des jeunes rejettent âprement le FN *c'est-à-dire tout ce qu'il représente* : le racisme, l'antisémitisme, l'arbitraire policier, le machisme, l'homophobie, la discrimination, la répression, la bêtise, l'image du petit-bourgeois français et « gros con », du beauf à la Cabu, Dupon-la-joie élevé par les flics et les curés.

Dans ce sentiment sain et justifié de rejet, il est très important de comprendre que ce qui nourrit la répulsion *n'est pas propre au FN*.

Le FN est un concentré, le FN est une quintessence de réaction, de stupidité et de méchanceté, qui sont la réaction, la stupidité, la méchanceté, *de la société dans laquelle nous vivons*. L'« antifascisme » de la jeunesse et de la masse de la population n'est pas la même chose que l'idéologie « antifasciste » des politiciens qui en font profession et justifient par lui le vote Chirac. Une partie significative des jeunes et des moins jeunes, et parmi ces derniers de ceux qui ont connu le fascisme et l'occupation, ont manifesté le 1^o mai mais n'ont pas voté Chirac pour autant. Ce chiffre est occulté, il doit être connu : il y a eu 25% d'abstentions, de votes blancs et nuls le 5 mai. En enlevant quelques électeurs de Le Pen intimidés par la force du 1^o mai et quelques abstentionnistes de toujours, cela laisse une proportion de « résistants » authentiques remarquablement élevée dans un tel contexte de déferlement et, disons-le, de bourrage de crânes. Et l'on ne parle pas ici de celles et de ceux qui à présent regrettent et disent qu'on ne la leur refera plus ...

Le Front National représente la continuité d'un courant politique présent aux origines de la V^o République. Le 13 mai 1958, pendant que les racistes d'Alger imposaient aux militaires ce qui sera appelé le « putsch d'Alger », Le Pen, alors plus jeune député de France, élu au nom du mouvement « poujadiste » (une association de petits commerçants effrayés par la misère et refusant de devenir des prolétaires ou pire des parias), Le Pen manifestait sur les Champs Elysées pour exiger la dictature du général De Gaulle. Tel était son combat. Le courant « Algérie française » ayant été utilisé par De Gaulle, puis trahi par lui, Le Pen eut aussi sa petite « traversée du désert » : en ce temps là il éditait des disques de chansons SS. Quelques années après mai 68, il devenait le « chef » de façade d'un rassemblement hétéroclite de nostalgiques de l'Algérie française, de chrétiens intégristes et de nazillons d'Ordre Nouveau, groupe dont sont issus beaucoup d'autres dirigeants des partis de droite (Madelin ...). La dissolution d'Ordre Nouveau et sa campagne présidentielle de 1974 (0,7% des voix) en faisait le chef d'un parti en puissance, le FN.

Ce parti est devenu réellement puissant -au plan de l'organisation plus qu'aujourd'hui- dans les années 1980 en récupérant des voix d'électeurs de droite, surtout, parmi les plus « populaires » (commerçants et artisans, petits patrons et ouvriers sans conscience de classe). On a toujours beaucoup parlé des voix prises par le FN à la gauche : c'est une réalité surtout par rapport au PCF (des années de culte du chef et de discours nationaliste ont laissé des traces chez certains ...), mais numériquement secondaire par rapport au phénomène principal qu'a été la porosité avérée et réciproque, encore récemment confirmée, entre l'électorat des partis bourgeois traditionnels de la V^o République (RPR et UDF durant les années 1980 et 90) et l'électorat du FN.

Soyons précis : les ouvriers et les chômeurs qui votent Le Pen sont une réalité ancienne, certes préoccupante. Elle n'a pas fait son apparition en 2002, où elle a même plutôt reculé : la légère progression de Le Pen au premier tour de 2002 par rapport à 1995 s'est effectuée surtout dans un électorat rural et âgé. Ces ouvriers, ces chômeurs et ces jeunes, en souffrance sociale, proviennent essentiellement des couches arriérées de la classe ouvrière, celles qui n'ont pas de tradition de lutte ou d'organisation : avant de voter Le Pen, la plupart votaient à droite ou ne votaient pas du tout. Une

frange d'électeurs ouvriers de gauche est « passée » au vote Le Pen, soit directement en provenance du vote PCF surtout comme il vient d'être dit, soit par le fait que la montée du chômage et de la précarité a déstructuré des régions ouvrières et y a liquidé les traditions du mouvement ouvrier. Il peut alors y avoir des petits retraités aigris, ou des enfants d'ouvriers qui votent à gauche, qui « basculent ». Cependant, l'examen objectif des votes des 21 avril, 5 mai, 9 et 16 juin montre que la masse principale de l'électorat FN est « de droite ». Le thème des « ouvriers qui votent Le Pen » doit être manié avec la plus grande précaution : il sert en effet à jouer à se faire peur et à exhaler le mépris pour les masses parmi pas mal de militants de culture stalinienne ou gauchiste.

L'élection qui a toujours convenu le mieux à Le Pen est la présidentielle : elle est taillée pour lui, ou plus exactement, il s'est taillé pour elle. Culte du chef, prestation du sauveur de la nation : tout ce qu'a de primitif, de sauvage, de monarchique, d'abrutissant, le principe même du scrutin présidentiel a trouvé en Le Pen sa meilleure bête de foire depuis le général De Gaulle.

Le FN est donc le produit achevé, la quintessence dans l'esprit et dans les méthodes, du régime de la V^e République. Comme elle, il est fils de la guerre d'Algérie. Son idéologie « populiste » et bonapartiste, de droite autoritaire et raciste anti-arabe, entre parfaitement en résonance avec les institutions françaises. Les cadres du parti viennent de la droite traditionnelle et y retournent parfois. Cette constatation n'est en rien contradictoire avec le fait que le FN et son idéologie ont des racines plus anciennes ... : celles de l'extrême droite française, d'une part, et la filiation avec le fascisme et le nazisme, d'autre part, qui n'en fait pas un parti identique à ce qu'étaient le fascisme et le nazisme et doit être comprise comme filiation historique, rien de plus et rien de moins.

Jamais le rapport de force n'a permis au FN, qui compte un certain nombre de crimes politiques ou racistes à son actif, de former des milices ou des « sections mercenaires de la France en Afrique, officines liées à tous les présidents de la V^e République (dont Mitterrand), mais il n'a jamais pu se développer en groupes de combat sur le territoire français. Si, un jour, le patronat et l'État recourent à de tels groupes, le FN sera un de ses fournisseurs, mais rien ne dit qu'il n'y en aura pas d'autres sortes et d'autres provenances. Le FN, en fait, est devenu sous Mitterrand une sorte d' « institution de la V^e République », béquille venant étayer un régime qui s'usait : un moyen de pression, une machine à faire peur aux immigrés, un instrument électoral. Le Pen, tribun du parti, se satisfait de ce rôle tout en tenant un discours « révolutionnaire » à peu de frais.

En 1998, les cadres du parti se sont révoltés contre le chef, sous la direction du principal sous-chef, Bruno Mégret, car eux voulaient une perspective politique les associant au pouvoir, à la façon de l'Alliance nationale italienne et du FPÖ autrichien. La scission qui s'est alors produit a fait passer au parti de Mégret, le MNR, la majorité de l'appareil, mais n'a pas mis fin au rôle de Le Pen et d'un FN appendice de Le Pen en tant qu' « institution de la V^e République ». C'est même alors, en 2002, qu'il va déployer toute son efficacité.

Quant au MNR, il reste comme un jalon pour la radicalisation de la droite classique à laquelle il offre un premier modèle et une idéologie élégamment qualifiée par Le Pen lui-même de « racialisiste » ! Notons que la situation du MNR est aujourd'hui difficile et assez paradoxale, car ce parti est à la fois le plus mêlé à la droite « classique » par ses cadres et le plus pénétré par l'ultra-droite marginale, comme l'a montré l'affaire Maxime Brunerie, du nom du jeune imbécile qui a visé Chirac avec un fusil le 14 juillet dernier (un « *tout Petit-Clamard* », comme l'a fort bien dit le *Canard Enchaîné*, faisant allusion à un attentat contre De Gaulle monté par les partisans de l'Algérie française en 1961).

Le précédent.

Le faux.

Pendant les deux semaines d'entre les deux tours de la présidentielles, analystes, commentateurs, moralistes et autres n'ont cessé de distiller une comparaison : nous aurions été dans l'Allemagne de 1933.

Comparaison se voulant, il faut le préciser, culpabilisante, et faisant en vérité fi des vraies leçons de la victoire d'Hitler : il ne s'agissait naturellement pas de dénoncer la division des rangs ouvriers entre une social-démocratie pour laquelle le rempart de la République contre Hitler s'appelait Hindenburg (qui nomma Hitler chancelier) et un parti « communiste » qui voyait l'ennemi principal, la « menace fasciste », dans l'ouvrier social-démocrate et n'hésitait pas parfois à faire le coup de poing contre lui, la main dans la main avec les jeunes chômeurs nazis ! Non, il ne s'agissait naturellement

pas de remettre au goût du jour les vrais enseignements de 1933, ce qui aurait eu son utilité. Comme aurait eu son utilité un rappel général de toutes ces années 1930 durant lesquelles, systématiquement et sans aucune exception, la célébration de l' « antifascisme » et de la « défense de la République » par les Fronts populaires a conduit, en faisant barrage à la révolution sociale, à la victoire de Franco, de Pétain et de leurs homologues. Il s'agissait de culpabiliser les Français : « bandes de ventres pleins, vous êtes comme ces bourgeois allemands qui n'ont rien vu venir ! » - et rends-toi compte que la bête est là, devant ta porte, alors vote Chirac et tais-toi !

Cette odieuse culpabilisation a, en grande partie, marché, puisqu'on la retrouve dans ce tract naïf de collégiens cité ci-dessus. Ils n'en sont en rien responsables. Quand ils ont -spontanément- décidé de manifester, leur acte était fort, fier et courageux. Leur révolte contre Le Pen était saine dans son noyau : il était en effet révoltant d'avoir Le Pen au second tour. Toute l'ignominie de la V^e République s'étalait au grand jour. C'est donc d'autant plus de honte qui doit retomber sur les forces politiques qui ont décidé, à ce moment là, de sauver ce régime, de dévoyer ce mouvement démocratique et cette jeunesse dans le vote pour Chirac, que Le Pen a bien servi. Nous disons bien : sur les forces politiques, naturellement pas sur la masse de ceux qui ont estimé que, dans ces conditions, ils ne pouvaient rien faire d'autre que voter Chirac la mort dans l'âme ou encore, qui ont pensé qu'il était important de minimiser la proportion de suffrages exprimés pour Le Pen.

Reste qu'un professeur d'Histoire soucieux d'être utile à ses contemporains aurait alors dû, après avoir donné les éclaircissements nécessaires sur la fausse et hypocrite comparaison avec l'Allemagne de 1933, donner les secrets du régime, son origine ô combien gommée dans les manuels et les programmes : si les événements du printemps 2002 ont un précédent manifeste, c'est bien le printemps 1958.

Les épigones de De Gaulle et de Massu ont en partie rejoué une vieille comédie. Ils ont, eux, de la mémoire. Rafraîchissons la nôtre.

Le vrai.

Il faut pour cela rectifier d'abord l'image habituellement présentée du mouvement ouvrier et des luttes sociales en France dans les années 1950. Officiellement, les ouvriers étaient alors dans les rangs du grand parti de la classe, le PCF, et de la CGT, mais en même temps la consommation progressait et la paix sociale régnait.

En vérité, depuis 1953 au moins, la classe ouvrière française avait secoué le joug de sa division selon les lignes de force de la guerre froide entre Est et Ouest, communistes et socialistes, CGT et CGT-FO : les postiers FO et CFTC de Bordeaux avaient, cette année-là, déclenché une grande vague de grève qui ressemble énormément au mouvement plus proche de nous que fut décembre 1995. Déjà, ils sauvèrent par leur combat les pensions des fonctionnaires ... Les gouvernements de droite de la IV^e République n'arrivaient plus à contenir les luttes sociales, et l'insurrection éclatait en Algérie. La gauche vint au pouvoir, en la personne de Guy Mollet, le PCF, dont la participation gouvernementale était exclue par la situation internationale et qui était d'ailleurs plus utile hors des gouvernements que dedans, les soutenant au Parlement et votant les pouvoirs spéciaux aux forces armées en Algérie. Guy Mollet envoya les appelés en Algérie : ils se révoltèrent, mais, confrontés au choix des dirigeants du PCF, de la SFIO et des syndicats de les isoler, finir par partir, profondément démoralisés. Des grèves dures, comme à Saint-Nazaire, ne débouchaient pas sur une lutte générale. La radicalisation des pieds-noirs, des petits commerçants (poujadisme) et de secteurs de l'armée dessinaient de sombres menaces, sans qu'il n'y ait de vague brune d'ensemble dans la société française pour autant.

Tel fut le contexte du coup du 13 mai, monté par l'extrême droite à Alger, relayée faiblement à Paris, nous l'avons dit, par un monôme sur les Champs Élysées conduit par Le Pen. A Alger, les « ultras » ont entraîné une manifestation de pieds-noirs à prendre les locaux gouvernementaux et là, ils forment un « comité de salut public » avec les généraux Massu et Salan. Ainsi se présente alors la « menace fasciste » : pas plus qu'aujourd'hui il n'y a la moindre possibilité pour que des sections d'assaut passent à l'attaque en France, mais la base de masse des pieds-noirs et les relais dans l'armée en font tout de même un danger autrement plus redoutable que les 19% de Le Pen et de Mégret le 21 avril 2002 qui, eux, faisaient face à une poussée à gauche très puissante.

Face à cette menace, les organisations ouvrières avaient la possibilité, en mai 1958, par la grève générale, par le refus de soutenir la guerre d'Algérie, de la défaire promptement. Mais leur choix,

indiscuté, fut sans délais de prendre la défense du « Parlement républicain » et du « gouvernement républicain », et d'investir le gouvernement Pflimlin avec les voix socialistes et l'abstention du PCF, gouvernement qui déclare le 14 mai :

« Le gouvernement vient d'examiner la situation à Alger. Il est convaincu que les événements qui se déroulent là-bas sont le résultat d'une dramatique méprise. La volonté du gouvernement est de défendre l'Algérie. Les premières mesures qu'il a arrêtées tendront à augmenter l'effort de la nation pour que l'Algérie demeure française. Il faut que nos compatriotes d'Algérie, il faut que notre armée qui fait l'admiration du pays en soient pleinement convaincus. »

Le 15 au matin, le général Salan à Alger en appelle au général De Gaulle. En fin d'après-midi, ce dernier annonce qu'il est *« prêt à assumer les pouvoirs de la République. »*

Les 15 jours qui suivent sont occupés par le ralliement à De Gaulle de la majorité des forces politiques, lui qui a été remis en selle par les putschistes d'Alger. La pression militaire vise à accélérer ce processus, non à prendre le pouvoir. La direction socialiste se rallie à De Gaulle, avec Guy Mollet, et déclenche la scission du PSA (Parti Socialiste Autonome, qui formera avec d'autres le PSU). Mais le rôle le plus important est joué par le PCF :

« Dès le 13 mai, le PCF et la CGT deviennent le centre d'une extraordinaire campagne d'affolement qui se traduit par la propagation d'un nombre étonnant de fausses nouvelles.

Le 15 mai, dans la nuit, sur un coup de téléphone de Mauvais (secrétaire confédéral de la CGT, membre du BP du PCF), répercuté à tous les échelons, tous les militants et responsables se mobilisent dans les permanences : des camions de gaullistes, venant de l'Est, roulent sur Paris ! (...) Renseignement pris, des camions de bière de la marque « La Lorraine » descendaient de Nancy à Paris.

(...) Le Jeudi 29 mai (...) l'appareil du PCF lance la fausse nouvelle de l'attaque de Tarbes par les paras. « Attention aux paras, il faut protéger les aérodromes ». Le 29, les ouvriers de chez Renault s'apprêtent à la bataille. (...) « Les paras sont à Tarbes », donc c'est le moment. Demain, on y va. Le lendemain 30, le PCF ne parle plus de Tarbes et des paras. Les ouvriers chez Renault ont le sentiment justifié qu'on les berne. Linet pourra éviter de parler de la grève générale des enseignants et du meeting des grévistes de la Bourse du Travail.

Le samedi 1^{er} juin, réunion de la CA de l'UD-CGT. Des militants : « Alors, c'est pour quand, la grève générale ? ». Hénaff : « La grève générale, c'est pas encore le moment. Mais munissez-vous de billes d'acier pour lundi ! ». Des billes et pas la grève générale, tel est le mot d'ordre des « combattants » de la République.

(...) Le 30 au soir, un enseignant gréviste rencontre un cadre du PCF.

-Alors pourquoi n'êtes vous pas venus avec nous au meeting ?

-Quel meeting ?

-Le meeting de la Bourse du Travail des enseignants grévistes auquel nos organisations ont appelé les travailleurs à se rendre.

-Je ne le savais pas : tu te rends compte, toute la nuit, on sillonne les rues pour prévenir une attaque des paras.

La CGT est censée avoir appelé à occuper les usines. Dialogue :

-Alors vous débrayez ?

-Oui, non, enfin on fait pas grève, mais ce soir on protège les installations ! »

(extraits de Comment De Gaulle a pris le pouvoir, de Robert Langlade)

En 2002, ce n'était pas les coups de téléphone sur « les paras sont à Tarbes ». C'était les fausses dépêches sur le Net affolant leurs destinataires par des faux « sondages des RG » sur Le Pen à 42%, 47% ... En outre, l'appareil du PCF très affaibli n'avait pas à lui seul la force de répandre les rumeurs et d'aligner tout le monde sur le vote Chirac. Il lui a fallu l'aide de bien des nigards croyant bien faire. On pourrait même citer le cas de « révolutionnaires » du Sud de la France qui, quoi qu'informés de ce que le « sondage des RG » était un faux, s'obstinaient à l'envoyer partout, tant leur désir profond était de pouvoir se faire peur avec la menace d'un fascisme submergeant tout

...

La plus importante poussée vers un rassemblement effectif des travailleurs contre Massu, Salan, De Gaulle (Le Pen !), eut lieu le 28 mai, avec la manifestation provoquée par la FEN (Fédération de l'Éducation Nationale), et la grève générale enseignante du 30. Mais au-delà des divisions entre socialistes et communistes, la ligne commune de « défense de la République » et le légalisme absolu

des dirigeants en firent une sorte de baroud d'honneur. Quelques jours plus tard, De Gaulle était président du conseil.

En septembre 1958, il organisait un référendum sur la nouvelle constitution -celle d'aujourd'hui, complétée en 1962 par l'élection du président au suffrage universel qui est entrée dans les mœurs dès 1958 en fait car ce fut alors évidemment un plébiscite pour De Gaulle. 80% de Oui : l'électorat communiste, totalement désorienté par les événements des derniers mois et point insensible au prestige du Sauveur décoré de la nation a malgré les consignes de vote Non de son parti largement voté Oui, et la résistance, le vote Non, a tenu surtout dans l'électorat socialiste (on retrouve ce dernier trait dans les abstentions du 5 mai 2002).

Au lendemain du scrutin, nouveau tournant du PCF, de la CGT et aussi, à l'époque, de FO : ils découvrent que, étant donné le très grand nombre de votes pour le général, ce Oui est en réalité un « Oui de la démocratie » et noie le vote des « ultras » et autres. La boucle est bouclée : le « danger fasciste » représenté par le général De Gaulle est devenu le « rempart de la démocratie », et cela pour plusieurs années.

Ce fut alors une sérieuse défaite ouvrière à l'échelle européenne. Nous devons une fière chandelle au peuple algérien, qui resta une épine dans le pied de notre impérialisme qui dut, prioritairement, s'occuper de la question algérienne, et a ainsi perdu quatre années où il eut besoin, contre les auteurs du coup du 13 mai, les accoucheurs du régime devenus adversaires de De Gaulle au nom de l' « Algérie française », du soutien des organisations ouvrières et de gauche. La dictature ne fut pas établie, le régime du 13 mai demeura inachevé.

Les différences.

La V° République.

Le principal intérêt du parallèle 2002-1958 est qu'il souligne le but final de cette sorte de coup d'État que nous venons de connaître : renforcer, rétablir, restaurer, la V° République. Comme l'a dit Raymond Barre, « *La V° République est remise sur ses pieds, c'est presque trop beau pour être vrai.* » La restauration procède de haut en bas : d'abord, un score plébiscitaire pour le président, 82% des suffrages exprimés le 5 mai, tout en sachant que la majorité des votants ne voulait pas lui faire de chèque en blanc et qu'il lui restait donc à « transformer l'essai » ; ensuite, élection d'une assemblée aux ordres et formation d'un « parti du président », l'UMP ; enfin, et c'est là le plus dur qui reste à faire, affronter « le terrain », c'est-à-dire la classe ouvrière.

Les mêmes acteurs qu'en 1958 ont joué leur rôle dans cette comédie : les héritiers de De Gaulle et ceux des « ultras », ces deux branches de ce qui constitue l'essence même de la V° République, se sont répartis les rôles pour interdire à la majorité toute expression indépendante. Si vous ne soutenez pas l'un vous feriez soi-disant le jeu de l'autre ... Sans oublier Guy Mollet, pardon Lionel Jospin, qui, par le référendum sur le quinquennat suivi de l'inversion du calendrier des élections présidentielles et législatives, avait construit le « piège » tendu à la gauche et à la démocratie, comme l'ont pensé à l'époque et comme le disent maintenant un Henri Emmanuelli ou un Arnaud Montebourg.

L' « Europe ».

La force du parallèle ne doit pas occulter les différences. Certains diraient qu'une différence majeure entre 1958 et 2002 réside dans l'importance prise par les institutions européennes, par l'existence de l'euro et le poids de l'Union Européenne. Mais à y regarder de plus près, on constate que le coup de 1958 suit de peu la signature du traité de Rome en 1957, lequel commence à imposer des contraintes financières et monétaires à l'impérialisme français qui exigeaient justement un régime plus fort pour pouvoir les imposer.

Aujourd'hui, le renforcement de la V° République, sa restauration dans toute la plénitude de ses attributions, passent par la politique de « terrain » de M.Raffarin qui reprend les « réformes » commencées par la gauche en passant à un degré supérieur : « réforme de l'État » et réforme territoriale, qui enserme les communes dans les communautés de villes et d'agglomérations et dans les « pays » et opère la dévolution progressive du pouvoir législatif aux oligarchies « régionales », en sont la clef. Recul profond du pouvoir des municipalités et privatisation rampante des services

publics sous la forme de la « contractualisation » en sont les deux faces. Cette politique, appelée à l'avance par L.Jospin le « second souffle de la décentralisation », combine sans aucune contradiction les traits autoritaires, bonapartistes, de la V^e République, et les traits fédéralistes de l'Union Européenne. Les deux ne s'opposent pas, ils marchent de pair (comme le montre la participation active des « souverainistes » qui s'opposent à l'Union Européenne du point de vue de la défense de l'État soi-disant « républicain », Pasqua ou Chevènement ... à ces réformes inspirées par la Commission européenne dont ils ne sont pas les moindres auteurs). La différence n'est donc pas là.

La poussée à gauche.

La différence essentielle entre 1958 et 2002 tient bien sûr à la force du mouvement des masses, des mouvements sociaux et luttes des salariés. Cette différence s'est exprimée électoralement le 21 avril.

Ce jour là, les candidats des deux partis traditionnels du mouvement ouvrier, le PS et le PCF, se sont effondrés à respectivement 16% et 3% des voix. Lionel Jospin avait placé sa campagne sous le sceau de sa déclaration initiale, « *Je ne suis pas le candidat du socialisme* », et Robert Hue sous le signe de sa fameuse « *mutation* » du communisme. Le socialiste pas socialiste et le communiste mutant ont été rejetés par des masses d'électeurs socialistes et communistes. Cette orientation provenait naturellement de la politique gouvernementale, un gouvernement qui depuis 5 ans cohabitait sous la présidence de Jacques Chirac.

Son désaveu n'a pas provoqué de transferts de voix à droite (et nous avons abordé ci-dessus la question des quelques voix PCF « passées » à Le Pen). Numériquement, il s'est traduit dans une abstention majoritaire au niveau des cités et banlieues ouvrières. Toutes les études ont montré que les abstentionnistes du 21 avril étaient en majorité « de gauche » et même, que 25% d'entre eux auraient voté « extrême gauche » s'ils avaient voté. L'extrême gauche justement, à référence trotskyste, réalisait le total historique de 10,5%. Deux de ses candidats, Arlette Laguiller (5,5%) et Olivier Besancenot (4,8%) devançaient Robert Hue. Le recul de la première au profit du second manifestait, de plus, la recherche d'une issue politique possible, O.Besancenot apparaissant comme plus « crédible » que la répétition certes respectable mais sans issue du même discours immuable de LO. Enfin, il est évident qu'une bonne partie des voix qui se sont dispersées sur l'écologiste Mamère, le « républicain » Chevènement et la candidate du PRG, l'ancienne indépendantiste guyanaise Taubira, étaient aussi des voix exprimant le rejet de la politique du gouvernement Jospin et la recherche d'une issue à gauche. Sans compter que ces sentiments étaient partagés par la plupart de celles et ceux qui ont finalement voté quand même Jospin ou Hue ... Que l'on tourne ou retourne la question comme on voudra, le vote du 21 avril 2002 a été dominé par une radicalisation à gauche très forte, mais que le second tour Chirac-Le Pen a permis de masquer immédiatement.

Ce vote, annoncé lors des municipales du printemps précédent, est l'aboutissement d'une longue série de ruptures et d'évolutions accumulées pendant les cinq années de gouvernement de cohabitation Chirac-Jospin. Professeurs révoltés contre les propos poujadistes du ministre Allègre, hospitaliers révoltés par ce que l'on appelle « les 35 heures », licenciées de chez Lu-Danone et ouvriers de chez Michelin, par couches entières la classe des salariés, de tous ceux qui vivent de leur travail, s'est opposée frontalement à cette politique. Sa poussée, dispersée, hésitante, tâtonnante, pour s'ouvrir une issue, n'a jamais été aussi forte dans des élections -mais elle n'a pas abouti.

Est-elle effacée ? Certainement pas, la classe ouvrière n'est pas battue et les affrontements principaux sont devant nous. Pour autant, c'est bien une *bataille* qu'elle a *perdue* entre le 21 avril et le 16 juin 2002.

Elle a, en effet, été privée de toute expression politique indépendante entre les deux tours de la présidentielles. Dès le soir du 21 avril, les dirigeants du PS et du PCF appelaient au vote Chirac et diffusaient la légende d'une vague lepéniste menaçant de tout renverser. Si les dirigeants des partis de gauche et des syndicats avaient, ce soir là, déclaré que l'improbable élection d'un Le Pen verrait tout de suite la grève et les manifestations la balayer- ce qui est une évidence au vu de la levée en masse qui s'est produite entre les deux tours- mais qu'elles n'apportaient aucun soutien à Chirac, alors la fin de la V^e République était assurée. Une situation révolutionnaire s'ouvrait, où l'auto-organisation des jeunes et des salariés se combinait à l'ouverture d'un processus constituant. C'est justement pour qu'il n'en soit pas ainsi, dans la logique de toute leur politique précédente, que ces

dirigeants ont choisi de soutenir Chirac et de placer la masse des travailleurs et des jeunes dans une situation impossible.

Notons que le refus d'appeler au vote Chirac de certaines organisations, s'il doit être salué, a été effectué dans des conditions telles qu'il ne pouvait pas aider à clarifier la situation. FO s'en est tenue à l'« indépendance syndicale » sans ouvrir aucune alternative et en refusant, dans beaucoup de localités, de participer aux manifestations du 1^{er} mai, laissant ainsi les masses, toutes seules, face aux dirigeants « chiraquiens » de ces manifestations. Le PT a activement joué, dans FO, pour empêcher les syndicats d'aller avec les masses le 1^{er} mai et a ainsi protégé les appareils pro-Chirac ; cette organisation n'a pas appelé à voter Chirac, mais exactement comme elle n'aurait pas appelé à voter Jospin en cas de second tour Chirac-Jospin, manifestant une profonde indifférence envers les mouvements réels de la classe. LO a pris une posture dénonciatrice agressive qui a contribué à l'isoler, ce qui était peut-être le but recherché, d'ailleurs.

Aucune force organisée au plan national ne s'est efforcée d'expliquer patiemment ce qui se passait, de dénoncer le coup d'État bonapartiste en train de se produire et donc d'ouvrir une perspective politique commençant par le refus de l'opération en cours : ni Chirac ni Le Pen le 5 mai, majorité à gauche aux législatives, contre la volonté des dirigeants de la gauche eux-mêmes, pour chasser Chirac et contre toute cohabitation, et renversement de la V^e République, élection d'une Constituante sur la base de ce mouvement réel (et non dans l'abstraction totale des mots d'ordre du PT qui, avant comme après les élections, refuse tout combat pour chasser Chirac).

L'absence de perspective politique, la « gauche unie » succédant à la « gauche plurielle » n'ayant rien d'autre à offrir qu'une seconde cohabitation et aucun des trois partis d'extrême gauche présents au premier tour (LO, LCR et PT) ne fixant le but de chasser Chirac et n'expliquant la réalité de ce qui se passait, la majeure partie de l'électorat de tradition ouvrière a estimé que les élections législatives étaient sans enjeu. Dans le même mouvement, ceux qui ont voté sont revenus massivement à un vote PS pour limiter les dégâts. Le niveau historique des abstentions aux législatives dans ces conditions ne traduit pas, à la différence du 21 avril, un progrès dans la radicalisation ouvrière ou une rupture avec le PS et le PCF porteuse de la recherche d'une autre perspective. Les électeurs d'extrême gauche du 21 avril se répartissent d'ailleurs entre abstention et vote PS aux législatives.

Ce niveau d'abstention traduit donc la défaite politique et institutionnelle subie par la classe au lendemain du 21 avril, l'absence de perspective politique (et il est pour partie, surtout dans la jeunesse, le fait d'électeurs désorientés à la suite de leur vote en faveur de Jacques Chirac le 5 mai).

Toute négation de cette défaite reviendrait à dire que la réélection de Chirac à 82% et le fait d'avoir eu un second tour Chirac-Le Pen, sans que cette situation ne soit déjouée par les travailleurs en mettant fin à la V^e République, procéderaient mécaniquement de la rupture des travailleurs avec le PS et le PCF et seraient donc, puisque cette rupture est supposée par elle-même être une bonne chose, une bonne chose elle aussi !

Mais la rupture entre les travailleurs et leurs vieilles organisations n'est une « bonne chose » que dans la mesure où elle constitue un pas vers une issue, vers une alternative, vers une organisation démocratique représentative des travailleurs, vers un parti révolutionnaire.

Cette rupture, répétons-le, ou plutôt cette recherche collective, massive et majoritaire, d'une issue politique, n'a aucune responsabilité dans ce qui s'est passé. Jospin est passé derrière Le Pen au premier tour à cause de sa propre politique, et ce sont les organisations qui ont fait le jeu de Chirac -et donc de Le Pen- à la suite de ce résultat. Mais les conséquences qui s'ensuivent sont moins favorables à la poursuite et à la réussite de la recherche d'une issue politique. Seul un irresponsable peut trouver des bons côtés à la victoire politique de Chirac, de Raffarin, de l'UMP flanqués de Le Pen et du FN.

La marche à la crise de régime, à la crise sociale, à la crise révolutionnaire, en France n'est pas un long fleuve tranquille et ne peut suivre une progression linéaire. Toute analyse prétendant s'y préparer et y préparer les masses en disant que le score de Chirac le 5 mai puis de l'UMP sont des « détails » sans importance, que la radicalisation monte et monte, sont des analyses néfastes qui génèrent l'impuissance et l'illusion.

Mais d'un autre côté, en 1958 le niveau des grèves était affaibli pour longtemps et la vie syndicale atone. En 2002 tout le monde sait que c'est, dès cet automne, que les choses vont commencer à se jouer réellement dans l'application des « réformes » et dans les grèves, et que la place des organisations syndicales, que le gouvernement Raffarin appelle au « dialogue social »,

sera une question centrale. Raison de plus pour ne pas faire l'impasse sur les responsabilités et le bilan des uns et des autres afin de dégager les perspectives de débouché politique indispensables aux prochains affrontements.

Le niveau de manipulation.

Avant d'en venir à la question des responsabilités, il n'est pas sans intérêt de souligner une dernière différence entre 1958 et 2002 : le degré de manipulation, d'orchestration, est sans doute beaucoup plus fort en 2002. En 1958, le coup du 13 mai n'était pas prévu, du moins pas si tôt, et De Gaulle a dû gérer les difficultés dues au fait que l'« appel » à lui lancé prenait appui sur un coup de force et sur les masses pieds-noirs. Avec l'appui des partis de gauche, il a pu faire face.

Sur 2002, nous ne saurons tout que plus tard et il convient de se garder de toute interprétation purement policière de l'histoire. Cela étant dit, les déclarations de Le Pen selon lesquelles Chirac et Pasqua se seraient entendus pour que ce dernier n'utilise pas ses signatures de maires et ne se présente pas à l'élection présidentielle, afin que le score de Le Pen aille vers les 17% ce qui exigeait que ni Pasqua ni De Villiers ne soient en lice, méritent d'être prises en considération. Les contacts entre la droite et le FN, et particulièrement entre Chirac et Le Pen, ne sont pas chose nouvelle. Il en a été question durant la campagne et Chirac n'est probablement pas étranger à la promotion initiale du FN organisée lors des municipales de Dreux, en 1983. Quand nous disons que le FN est une « institution de la V^e République » de secours, peut-être ne croyons nous nous-même pas si bien dire ...

Les responsabilités.

Les résultats du 21 avril 2002 sont l'aboutissement des cinq années de gouvernement Jospin de « gauche plurielle » sous la présidence de J.Chirac. Cette évidence incontestable est douloureuse pour ceux des militants de gauche qui pensaient (ou qui voulaient se faire croire) que ce gouvernement avait un bon bilan à présenter. Ils s'accordent en général pour dire que le vote et le non-vote pour Jospin, ou pour Hue, ne se sont pas fait sur le « projet » mais sur le « bilan ». C'est là accorder qu'en fait de projet, il n'y avait rien, ce qui est déjà un drôle de bilan !

Effectivement, le vote s'est fait sur le bilan. La gauche au pouvoir avait justement l'impression d'avoir réussi, puisque ce gouvernement avait tenu 5 longues années, plus que tout autre gouvernement de gauche dans le passé en France. Plus dure en a été la chute. L'habileté, la « méthode Jospin » comme on disait en ces temps lointains, ont méthodiquement construit ... le résultat du 21 avril. Refaisons donc le parcours de ces cinq années.

Le cadre de la politique du gouvernement Jospin.

La défaite de Chirac en juin 1997, du point de vue des institutions, semblait sans appel : avoir sa propre majorité défaite suite à une dissolution, c'était un plébiscite à l'envers. De Gaulle aurait démissionné, comme fut seul à le dire ... Le Pen. Mais si Chirac avait pris ce risque, c'était en connaissance de cause. Le gouvernement Juppé était resté KO debout depuis les grandes grèves de l'hiver 1995. Cette impuissance ne pouvait continuer. Dissoudre, c'était bien prendre le risque calculé de remettre le pouvoir gouvernemental à la gauche, en sachant pertinemment ce que celle-ci allait en faire.

Tout fut mis au point clairement dans les premières semaines. Les héritiers de Lionel Jospin expliquent aujourd'hui qu'ils n'ont pas trahi de promesses sociales, puisqu'ils n'en avaient pratiquement pas faites (à la différence de Mitterrand en 1981). Jospin avait tout de même promis qu'il ne ratifierait pas le traité européen d'Amsterdam, suite du traité de Maastricht qui donnait le cadre des politiques budgétaires des principaux gouvernements européens. Son tout premier acte politique fut de le ratifier, avant même son discours de politique générale à l'Assemblée. Les responsables politiques des partis de la gauche plurielle expliquèrent que c'était ça ou le choix de la crise immédiate avec Chirac. Certes. Ratifier Amsterdam, c'était donc choisir Chirac et une politique de contre-réforme.

Celle-ci fut affirmée rapidement, dans une unanimité gouvernementale où se distingua ce pilier que sera pour lui, jusqu'à la fin, le « communiste » Jean-Claude Gayssot, en matière de privatisations de services publics. Fermeture de Renault-Vilvoorde, déclarations anti-enseignants du ministre Allègre lors de la rentrée scolaire, organisation sur fonds public des « Journées Mondiales de la Jeunesse » catholique, refus de régulariser les sans-papiers, colloque de Villepinte sur la « sécurité » dans lequel la gauche officialisait son adhésion à la politique de répression des classes dangereuses ... C'était presque trop d'emblée, et l'inquiétude d'une alerte sociale, comme lors des mouvements de chômeurs à Noël 1997, fut tout de suite présente chez les chefs de cette « gauche ».

Lionel Jospin a alors pris une initiative importante, le 10 octobre 1997 : annoncer qu'il y aurait bien réduction légale de la durée hebdomadaire du travail à 35 heures. Tout de suite, cette déclaration produisait une tempête à droite et de la part du patronat, et une réorganisation de la centrale des patrons, le CNPF, dont le chef Jean Gandois démissionnait en annonçant qu'un « tueur » devait lui succéder, qui fut le baron De Seillères, lequel changea le CNPF en MEDEF. Le MEDEF devait se poser en principal adversaire politique de droite du gouvernement, y compris, voire surtout, au plan idéologique.

Ce fut en fait un théâtre d'ombres qui devait permettre au gouvernement d'appliquer une politique favorable au patronat. Mais la colère de celui-ci n'était pas feinte, car le principe des 35 heures hebdomadaires n'aurait pas dû, si tout avait été conforme à la « logique », être reconnu par le Premier ministre. Il résultait en fait du rapport de force issu des grèves de décembre 1995 et Lionel Jospin avait estimé cette « concession » indispensable à sa politique, dans l'intérêt même de son contenu pro-patronal.

A l'ombre de l'article 1 de la loi Aubry -le principe des 35 heures hebdomadaires soutenu par la masse des travailleurs-et de la « grande colère » du patronat, fut mis en œuvre le reste de la loi -la flexibilité, l'annualisation, l'éclatement du temps de travail ... au moyen du principe du « donnant-donnant » : pour « l'emploi », les travailleurs et leurs syndicats devaient, entreprises par entreprises, accorder des contreparties à l'application des 35 heures. Globalement le patronat fut gagnant : hausse de la productivité, intensification du travail, « modération salariale » et souvent, sous couvert de réduction du temps théorique de travail, emprise approfondie sur la totalité du temps de vie des travailleurs. Mais la diversité des situations, certains secteurs obtenant des progrès relatifs, -dans la mesure où les confédérations ont accepté, et ont organisé avec le patronat, la négociation branche par branche et si possible entreprise par entreprise- n'a pas permis une réaction d'ensemble.

Malgré son article 1, la loi Aubry a donc donné le cadre de la politique pro-patronale du gouvernement Jospin : casser le code du travail et faire monter le taux d'exploitation dans le secteur privé.

Les deux autres axes de l'action que « les entreprises » exigent des gouvernements de droite ou de gauche concernent la Fonction publique et la Sécurité sociale.

En ce qui concerne cette dernière, la patate était encore chaude suite aux grèves de 95 et le cadre légal de la destruction de la Sécu, le plan Juppé, était en place ; Jospin a donc différé la suite de l'offensive, sur les retraites, préférant mettre d'abord en œuvre les deux autres axes : loi Aubry et Fonction publique.

Contre la Fonction publique, il ne s'agit pas seulement de privatiser, mais de modifier en profondeur son fonctionnement pour la soumettre localement au patronat et délester l'État central et le budget national de son poids. Ce qui, en France, suppose de s'attaquer aux structures constitutionnelles et légales de l'État. Vaste et périlleux projet, appelé « réforme de l'État », que le ministre Allègre, ami de Jospin qui connaît bien son caractère de poujadiste énervé, devait amorcer, en poisson pilote, dans le secteur clef de l'école, en engageant une offensive frontale contre les enseignants du second degré, isolés politiquement par toutes les forces de la gauche plurielle. A l'intersection des attaques contre la Fonction publique et contre le niveau des salaires et les conditions de travail et d'emploi de l'ensemble des travailleurs, étaient mis en place les « emplois-jeunes », emplois sous-payés et sous-qualifiés pour jeunes diplômés conçus dans la Fonction publique comme un cheval de Troie contre le statut des fonctionnaires, pour ouvrir la voie au recrutement local. Alors même que le patronat tonnait contre « les 35 heures », la droite votait pour les emplois-jeunes à l'Assemblée nationale ...

De l'automne 97 au printemps 2000.

Globalement, cette politique a fonctionné, s'est appliquée, avec habileté, persévérance et continuité, sans graves secousses jusqu'au printemps 2000. Non pas qu'il ne se soit rien passé durant cette période, mais le jeu a fonctionné. Les affrontements frontaux entre des secteurs du salariat et de la jeunesse et le gouvernement ont été limités à l'Éducation nationale : élèves des IUT et lycéens de Guyane dès le début de l'année 1998, puis le grand mouvement de Seine-Saint-Denis, puis la vague de grèves lycéennes de l'automne 1998. Celle-ci a menacé sérieusement le gouvernement, d'autant plus qu'elle s'appuyait sur la colère des profs, mais l'absence de toute direction représentant réellement les jeunes a permis aux médias d'autoproclamer « leaders du mouvement » les soutiens du gouvernement, qui ont empêché la jonction avec le mouvement montant des profs de se réaliser à l'échelle du pays.

Ce mouvement de la jeunesse a été une étape importante : une génération d'organiseurs, notamment des jeunes filles, a commencé à s'affirmer, mais ce processus fut stoppé net. Ce qui n'a pas été sans conséquences. D'une part, pour commencer par l'accessoire, en ce qui concerne les principaux auteurs de la manipulation : la Gauche socialiste, effrayée de représenter une opposition à la politique gouvernementale dans le parti socialiste, a choisi de sauver le ministre Allègre et de soutenir toute cette politique en postulant à entrer dans les ministères. Et, pour en venir au plus grave, mais dont la responsabilité politique est lourde : ce mouvement fut, jusqu'en 2002, le dernier grand mouvement dans la jeunesse, et il s'est terminé sans issue. Ce qui n'est nullement sans relation avec la montée de la violence, le climat d'énervement, la dégradation des conditions d'étude et la baisse des résultats scolaires que l'on observe de manière aggravée depuis ces années.

Au printemps 1999, les professeurs de lycée avaient imposé à leurs syndicats, le SNES-FSU principalement, une manifestation centrale contre Allègre qui révélait à la fois la profondeur absolue de la coupure, de la rupture politique entre ce secteur du salariat, base traditionnelle du PS et du PCF, et le gouvernement, et l'isolement relatif qui le cernait encore. Mouvement alors ascendant qui fut stoppé net par la guerre du Kosovo.

Avant d'en venir à celle-ci, il nous faut noter que la restructuration de la droite a paru, pendant toute cette période, marquer le pas. Seul le MEDEF faisait vraiment entendre sa voix. Chirac laissait gouverner tranquillement Jospin, au risque de s'effacer, lui, dangereusement, et d'être la cible d'affaires financières et maffieuses abondamment nourries par toute sa carrière. L'explication de la sortie de telles affaires, c'est le manque de confiance dans la bourgeoisie envers Chirac -non pas un manque de confiance personnelle, bien sûr, mais la crainte qu'il soit politiquement trop usé pour pouvoir encore jouer le rôle du « Bonaparte », du président de la V^e République. Manque de confiance mais en même temps crainte de déstabiliser le régime en affaiblissant par trop son pilier central, ce que traduit l'institution judiciaire : on lance des enquêtes contre lui mais sans jamais aller jusqu'au bout. Chirac prévoyant a passé, début 1998, un accord avec Roland Dumas, alors président du Conseil constitutionnel, pour légaliser son « intouchabilité ».

La crise de la droite se traduisait, électoralement, dans la montée du FN aux élections régionales du printemps 1998, qui amenait de nombreux exécutifs régionaux UDF à passer des accords majoritaires avec lui, produisant par ricochet une scission de l'UDF : Démocratie Libérale, le parti de l'actuel Premier ministre Raffarin, prenant son autonomie précisément sur ce point, pouvoir passer alliance avec le FN ...

Cependant, ces turbulences suscitées par le FN tombaient mal. Elles risquaient de produire des mobilisations dans la jeunesse et le salariat -rappelons que le mouvement de Seine-Saint-Denis s'est en partie greffé sur des manifs lycéennes « anti-FN » produites par les régionales. Elles mettaient la droite un peu plus en crise et, au moment où Allègre s'engageait vers la régionalisation de l'enseignement secondaire, elles montraient un peu trop ce que cela pouvait vouloir dire. La scission du FN entre lepénistes et mégretistes dont nous avons parlé fut donc, en fait, le résultat immédiat de ce scrutin régional. De manière erronée, elle fut pour toutes les autres forces politiques jusqu'à l'extrême gauche comprise une divine surprise qui paraissait effacer le problème Le Pen alors que ses causes -à commencer par la politique du gouvernement- demeuraient.

Sans développer dans le cadre de cette brochure la nature de la guerre du Kosovo et les raisons pour lesquelles, en France, la mobilisation contre elle fut faible, notons qu'elle a momentanément pesé par le climat d'union sacrée qui sévit dans ces cas là. Les élections européennes tombaient juste à ce moment là. Ce que l'on sentait germer dans les couches militantes et dans le secteur de

l'enseignement, ne s'est pas encore traduit à grande échelle dans ces élections, qui semblèrent donc, faussement, conforter les partisans du gouvernement. Répétons-le, la politique gouvernementale a globalement fonctionné avec efficacité jusqu'au printemps 2000, assurant par là même la réussite française envers les critères des traités européens et le passage à l'euro au 1^{er} janvier 2002.

La déchirure.

C'est cette réussite même qui porte en elle cette déchirure qui a pris le temps de mûrir, entre la majorité des couches ouvrières et populaires et la gauche traditionnelle, cette ouverture d'une brèche sur la gauche qui ne s'était pas produite pendant les années Mitterrand et que la « méthode Jospin » et sa durabilité satisfaites d'elle-même croyaient avoir conjuré à jamais.

Car, officiellement, la France va de mieux en mieux de l'année 1997 à la fin, en gros, de l'année 2000. Le chômage diminue : trucage des chiffres mais réelle reprise économique cyclique en 1997-1998, puis, après l'alerte financière mondiale de l'été 98, nouveau boom financier dit « de la nouvelle économie » qui contenait en lui la crise actuelle, forment la toile de fond d'une apparente période d'amélioration de l'emploi, et parfois des salaires, renforcée en principe par les 35 heures et les emplois-jeunes.

En réalité, en profondeur, c'est la précarité qui a explosé. Avec la formation de poches de misère, dans les banlieues, dans certaines zones rurales, dans certains bassins d'emplois. Et le sentiment de révolte devant le discours officiel autosatisfait. Révolte par exemple des femmes travailleuses, à Moulinex ou Célatex, exploitées puis jetées à la rue, devant le discours suffisant d'un gouvernement « féministe ». Sentiment qui pousse à la fois les couches encore combattives vers la recherche d'un débouché politique réellement à gauche -même si le mot « gauche », sur lequel il y aurait beaucoup à dire, n'est pas toujours employé par les personnes concernées-, d'une part ; et qui, d'autre part, amène les couches les plus arriérées, déboussolées ou racistes, à maintenir le choix du vote Le Pen, plus intériorisé et solide qu'auparavant puisque le vieux chef avait apparemment disparu de l'horizon en dehors de ses ennuis judiciaires coutumiers.

Entre la vitrine, la conviction des sommets, et encore en partie les résultats électoraux eux-mêmes, et le mouvement des profondeurs, le gouffre était béant. Il fut entrevu à l'improviste à la suite d'une phrase de Lionel Jospin commentant -soutenant, devrait-on dire- le plan de 7500 licenciements en Europe annoncé par la firme Michelin à la rentrée 99 : « *L'État ne peut pas tout* ». Soudain, le sol parût se dérober sous les pieds des ténors de la « gauche plurielle ». Juste au même moment, un syndicaliste paysan emprisonné pour avoir exprimé le ras-le-bol des petits producteurs en démontant un Mac-Donald's, se transformait en figure populaire. Qu'on ne s'y trompe pas, l'engouement pour José Bové ne fut pas médiatique au départ, ce fut une lame de fond populaire.

Sur ces symptômes de la rentrée 99, prenait son élan une vaste remontée de la courbe des grèves. Des grèves par centaines, surtout dans de petites entreprises, pour les salaires, le temps de travail, contre la flexibilité et la précarité, pour la sécurité et la dignité aussi. Parfois des grèves de jeunes précaires, comme les opérateurs des usines SMART à Hombach en Moselle, et plus tard les employés des Mac-Donald's, le phare de l'emploi précaire des jeunes, habillé en modernité. Le ressort gouvernemental, sans qu'il se soit rien passé de vraiment sérieux encore, semblait cassé ; Strauss-Kahn, « DSK », devait démissionner par précaution devant les inculpations liées au scandale de la MNEF, et aussi sans doute comme l'a montré la suite, pour éviter d'avoir sa carrière véritablement ruinée par une confrontation directe avec la grève des agents des impôts.

Car en même temps que les nuages s'amoncelaient, le gouvernement pressait le pas pour la réforme de l'État. Dans l'Éducation nationale mais aussi aux Finances. Il ne voulut pas voir la montée des luttes locales contre les mesures de carte scolaire, la jonction en train de se faire entre enseignants et parents d'élèves que l'on avait voulu opposer. Simultanément, les agents des impôts partaient en grève illimitée et l'ensemble de l'Éducation nationale, de la maternelle au lycée, débordant de la colère accumulée depuis trois ans, explosait. L'isolement des profs était brisé, la crise devenait politique et d'ailleurs Chirac, sentant le vent, y avait contribué en commençant à embêter Jospin, son fidèle (Affaire des « pierres de Bir-Zeit »).

La liquidation d'Allègre et des deux autres ministres directement compromis par la réforme de l'État, aux Finances et à la Fonction publique, solda la crise sans réparer la déchirure. Le second gouvernement Jospin allait être dominé par le ministre des Finances, Laurent Fabius -symbole

important à la fois de l'affaiblissement de son vieil ennemi Jospin et de la volonté de celui-ci de maintenir coûte que coûte le cap à droite. Ayant dû reculer devant la menace à terme d'une grève générale des fonctionnaires, première confrontation à cette échelle en France entre la gauche au pouvoir et le salariat, Jospin sembla reprendre l'initiative sur le terrain institutionnel, toujours dans la perspective de la « réforme de l'État ».

Sur ce plan, il posa des jalons importants pour la droite : le quinquennat, adopté par un référendum à l'appel conjoint de M.M. Chirac et Jospin, malgré une abstention et un désintérêt abyssaux ; l'inversion du calendrier entre présidentielles et législatives, complément logique du quinquennat pour tenter d'assurer que la majorité parlementaire soit toujours à la botte de l'exécutif ; et le nouveau statut corse avec son « pouvoir législatif encadré », ballon d'essai de la dislocation de l'égalité des citoyens devant la loi et des services publics, telles furent les « novations » jospiniennes de l'année 2000, qui forment maintenant le point d'appui de M.Raffarin dans son offensive de « modernisation de l'État ».

Comme on le sait, la question corse provoqua la démission du ministre de l'Intérieur, J.P. Chevènement, qui suscita un large courant de sympathie dans la mesure où l'opinion de gauche pouvait penser qu'il défendait les services publics, l'égalité devant la loi ou la laïcité. Comme il défend en réalité les prérogatives de l'appareil d'État et l'ombre de la puissance de l'impérialisme français, et que, conséquent, il ne s'en est pas caché en recherchant l'alliance avec les secteurs correspondant de la droite sur ces sujets, il a connu l'insuccès que l'on sait aux élections de 2002.

Quinquennat, calendrier, Corse : ces mesures institutionnelles anticipaient sur l'avenir (le retour de la droite) et touchaient à « l'enveloppe » de l'État, mais le gouvernement arrivait de plus en plus mal à « réformer » en profondeur la société, se heurtant de plus en plus à l'opposition résolue des travailleurs, dans tous les secteurs. Quelle qu'ait été la conscience qu'ils en ont eu, le rôle de Lionel Jospin et des chefs de la « gauche plurielle », ayant fait leur temps, n'était plus que de tenir jusqu'aux échéances de l'année 2002 en donnant à la droite le temps de se recomposer pour y faire face.

A vrai dire, la recomposition de la droite ne s'est réalisée que dans et par le coup d'État « républicain » des élections présidentielles et reste encore fragile, pouvant être remise en cause toute entière par la lutte des classes. Mais elle a commencé aux municipales du printemps 2001, qui ont vu à la fois la droite, et donc Chirac personnellement, perdre Paris (et perdre y compris la confiance d'une grande partie de la bourgeoisie parisienne qui vote PS ou Vert), et gagner ou regagner des dizaines de municipalités avec une génération de responsables locaux arrogants, mais habiles, formés par l'adversité des défaites sociale de 1995 et électorale de 1997 : ceux qui constituent ce que l'on appelle maintenant la « génération Raffarin » ou « génération terrain ».

Parallèlement, ces mêmes élections municipales ont vu cette fois-ci ce que le 21 avril a confirmé et amplifié : un abstentionnisme ouvrier majoritaire à gauche et la recherche d'une issue politique plus ou moins bien exprimée dans des votes pour l'extrême gauche, pour les écologistes, pour les « Motivé(e)s », etc.

A ce stade, la seule voie permettant à la gauche française de se sauver aurait été de s'opposer au gouvernement et à Chirac. Un tel retournement était improbable, mais la pression résultant de cette réalité s'est néanmoins exprimée. Au plan social, la question s'est posée aux députés, elle leur a été posée par la manifestation du 9 juin appelée, sans les confédérations, par l'Intersyndicale de Lu-Danone. Au plan institutionnel et juridique, elle a été soulevée par la proposition Montebourg de mise en accusation du président, qui non seulement visait juste, mais visait au bon moment : quand se jouait le fait que Chirac soit ou non en mesure d'être candidat à sa succession. Une mise en accusation de Chirac par la majorité élue en juin 1997 aurait cassé la dynamique de réorganisation de la droite sous son égide, encore très fragile et incertaine. Dans un cas comme dans l'autre, sauf quelques honorables exceptions, prévalut parmi les députés la discipline partidairer et l'allégeance à l'exécutif.

La suite, nous l'avons déjà racontée au début de cette brochure.

Les conséquences sur le PCF, les syndicats et le PS.

Ces cinq années n'ont pas été sans conséquences sur les organisations du mouvement ouvrier français.

Le PCF est laminé. Ne le négligeons pas, son rôle a été central, déterminant ; c'est bien de cela qu'il a souffert. De sa lente décomposition, il n'est sorti, au plan national, aucune force porteuse

d'espoir, malgré les ressources de dévouement des militants. Les présidentielles l'ont porté à un niveau d'effondrement d'où la sortie ne semble plus possible -en tous cas une sortie par le haut...

Les « années Jospin » ont affaibli un peu plus le syndicalisme français. Le cadeau d'adieu du ministère du Travail de son gouvernement va d'ailleurs se révéler cet automne dans la gabegie organisée des inscriptions et de l'information pour les élections prud'homales. La CFDT est devenue la première centrale par le nombre d'adhérents, ayant notamment profité du mandatement instauré par la loi Aubry dans les petites entreprises, mais continue à reculer dans la Fonction publique. La remontée des grèves dans le privé et la recherche nouvelle manifestée par les jeunes précaires produisent une remontée relative de la syndicalisation dans les trois confédérations, mais qui reste limitée au regard de la masse des salariés. Comme la CFDT, CGT et FO ont participé à l'application des lois Aubry, la CGT apparaissant comme dépourvue d'orientation et de plus en plus liée à la direction du PS, toutes choses qui la mettent en porte-à-faux avec ses propres traditions. L'unité syndicale n'a pas progressé. Concentré principalement dans la Fonction publique, la multiplication de syndicats autonomes, qui ne réduit pas aux syndicats « SUD », s'est poursuivie. Le phénomène « SUD », très médiatique, que ses protagonistes prennent pour l'avant-garde des luttes, n'est qu'un symptôme limité, en rien une issue.

L'issue syndicale ? Les problèmes posés à la société sont politiques et même, en grande partie, institutionnels : ce sont la démocratie, la nature de l'État qui sont en cause. Le combat uni et indépendant des syndicats n'en porte pas la solution mais il pourrait puissamment y contribuer, en mettant de la vapeur dans le piston, sur son propre plan. Cette voie a été trouvée toute seule, par l'Intersyndicale de Lu-Danone. Elle passe par l'organisation par eux-mêmes de la masse dès lors qu'elle veut prendre son destin en main. C'est ce à quoi pousse toute la crise sociale.

Le parti socialiste reste au centre des questions à résoudre. Pour toute une série de militants, il ne fait plus partie du mouvement ouvrier. Nul ne songe, pas plus ici qu'ailleurs, à vouloir faire passer ses principaux dirigeants, un DSK, un Strauss-Kahn ou un Hollande, pour de valeureux combattants du prolétariat. La question est ailleurs : c'est lorsqu'il semble se transformer enfin en un parti démocrate à l'américaine, ou un parti démocrate-chrétien à l'allemande, ou un objet politique non identifié, en tous cas en un parti sans liens historiques, organiques, sentimentaux, avec la lutte sociale et la lutte pour le socialisme, que le PS s'effondre. Et c'est quand il apparaît, non pas comme le parti de la révolution, mais simplement comme le barrage à la droite, qu'il remonte. Ce qui veut dire que son électorat, dont le fait qu'il comprenne plus de cols blancs que de cols bleus ne signifie pas qu'il ne s'agisse pas de gens qui travaillent et créent pour vivre, le traite comme un « parti du mouvement ouvrier ».

La base du PS est beaucoup plus à gauche que ses dirigeants, disait un expert, Jacques Delors. Nous avons fait allusion dans ces lignes au rôle particulier joué par la Gauche socialiste, opposition officielle dans le PS et principal obstacle, de fait, à la formation d'une véritable opposition de gauche à la politique gouvernementale en son sein. A la longue, malgré l'exode des militants, deux autres phénomènes politiques ont traduit dans ses rangs soit un début d'opposition, soit la recherche d'une issue politique : le courant Démocratie et Égalité d'Henri Emmanuelli et les initiatives du député A.Montebourg contre Chirac et sur la question des institutions -l'un et l'autre sont d'ailleurs parmi les rescapés réélus honorablement.

Seulement, la continuité revendiquée avec la politique du gouvernement Jospin, qui a déjà interdit au PS d'avancer une alternative à la « cohabitation » lors des législatives, lui interdit de s'opposer réellement au gouvernement Raffarin. On l'a vu sur les lois sécuritaires, on risque de le voir sur l'offensive de régionalisation à tout crin, sur laquelle François Hollande a déjà déclaré que le Premier ministre avait raison (mais qu'avec la gauche il y aurait en plus des péréquations entre régions ...). Même si un Julien Dray assume quant à lui jusqu'au bout cette dérive à droite (produisant le début d'éclatement de la Gauche socialiste), elle est mortelle pour le PS.

Faire la « blairisation » avec Fabius ou DSK dans les conditions présentes, où Raffarin-Thatcher n'a encore gagné aucune bataille sociale sérieuse, c'est détruire purement et simplement le PS. S'opposer sérieusement, c'est plus qu'un « virage à gauche », c'est mettre en cause la politique sociale passée et les institutions présentes. Dans cet étau le PS est pris, mais des forces militantes socialistes importantes peuvent encore émerger.

L'épreuve du feu.

Le score des « trotskystes ».

Le score de l'extrême gauche le 21 avril a une forte signification, et a placé ses bénéficiaires, eux aussi, eux surtout, devant des responsabilités.

Au-delà du fait que le tapage sur Le Pen a immédiatement permis d'occulter ce score et de n'en point trop parler, des commentaires se font jour pour en minimiser la portée. Certains disent que c'est un vote provisoire pour manifester un mécontentement ne traduisant pas d'attachement à l'orientation politique dont paraissent porteurs les candidats. Seulement, ce provisoire dure : c'est depuis 1995 que cette montée progressive du vote d'extrême gauche est sensible, et elle a fait un bond ce 21 avril. En outre, ce provisoire n'est pas isolé : il accompagne la vague abstentionniste et l'état d'esprit massif, inaudible seulement à qui ne veut pas entendre, dans le « peuple de gauche » et parmi les ouvriers, les chômeurs, les jeunes.

Que les électeurs des partis d'extrême gauche n'ait pas passé avec ces partis, dans leur écrasante majorité, cette espèce de contrat moral historique qui a existé entre des millions de femmes et d'hommes et les partis socialiste et communiste, que même la plupart d'entre eux connaissent assez mal ces trois partis, c'est là une évidence qui ne saurait minimiser la portée de leur vote, et qui en un sens la renforce même, car il a lieu en dépit de tout cela.

On dit aussi que ce « vote pour des révolutionnaires » traduit des sentiments en réalité réformistes. Mais si être réformiste c'est rejeter les licenciements boursiers et vouloir contrôler les licenciements en général, c'est refuser à ses enfants un avenir de précarité sur une planète barbare et polluée, c'est vouloir des services publics forts, laïques et de qualité, alors voilà qui est avouer qu'un tel réformisme a été abandonné par les réformistes en titre, et voilà qui est fort ... révolutionnaire !

Car les révolutions ne sont pas faites par les révolutionnaires, n'en déplaît au Che Guevara. Ni par des minorités. Elles sont faites par des majorités sociales pour défendre des droits acquis, pour défendre la société et la civilisation.

On dit encore que les votes pour telle ou telle composante de cette extrême gauche sont en réalité hétérogènes. Des ouvriers, des petites gens, des chômeurs se retrouveraient dans le discours classe contre classe sans aucune recherche d'une issue politique d'Arlette Laguiller, des jeunes salariés et des étudiants dans le côté branché et « anti-mondialisation » de Besancenot, quant à Gluckstein qui n'a, d'ailleurs, ni cherché à faire un score, ni ne s'est revendiqué lui-même de l'extrême gauche, sa défense des acquis sociaux teintée de jacobinisme n'aurait guère fait recette.

Mais, à supposer qu'il soit vrai que les votes pour ces trois candidats soient aussi différents dans leurs motivations et dans leur composition sociologique, on pourrait tout aussi bien voir une force potentielle considérable justement dans cette diversité, et dans l'unité de cette diversité que résume ce fait : 10,5% de l'électorat, trois millions d'électeurs, dans une présidentielle française, choisissent de voter pour des candidats étiquetés comme « trotskystes ».

Le commun des mortels ignore l'histoire complexe du trotskysme et l'affluence d'ouvrages sur ce sujet qui accompagna les présidentielles n'avait rien pour l'éclairer. Néanmoins le commun des mortels a très bien compris l'essentiel : « trotskystes » cela renvoie à Trotsky, le symbole et de la Révolution, et du refus de la dégénérescence de la révolution, le stalinisme ; et le symbole de ce que l'idée communiste et l'idée socialiste ne sont mortes ni avec la chute du Mur de Berlin, ni avec l'abandon de toute vraie réforme par la social-démocratie au pouvoir. Le commun des mortels a compris qu'il faut additionner les voix des trois candidats considérés comme « trotskystes » même si eux ne l'ont pas compris et croient avoir des histoires, des traditions, des cultures, un passé politique opposés les uns aux autres.

Au même moment, en Argentine, après avoir atteint 7% aux élections et beaucoup plus dans certains quartiers de Buenos Aires, des « trotskystes » -pas exactement les mêmes qu'en France, répartis en pas moins de 5 courants principaux- se trouvent représenter dans ce pays tout ce que l'on appelle la « gauche » et se trouvent au centre de l'action, de la révolte, des piquets routiers, des comités populaires, des conseils de voisins : de la révolution. Au même moment. Fortuite, une telle coïncidence ?

Prendre ses responsabilités ? Mais vous n'y pensez pas !

10,5%. A ce stade, on doit affirmer une volonté démocratique, non par ambition, mais par devoir : celle de postuler au pouvoir, comme alternative.

Jamais une telle idée n'a effleuré Arlette Laguiller et les dirigeants de Lutte Ouvrière. Pour eux, l'éventualité de la création d'un nouveau parti pour les travailleurs aurait été envisageable si et seulement si leur candidate avait doublé son nombre de voix de 1995, disaient-ils. Le reste de l'électorat formant à leurs yeux une masse réactionnaire uniforme, sauf à la rigueur celui d'Olivier Besancenot considéré avec quelque dépit mais jugé fondamentalement « petit-bourgeois », la situation est naturellement loin d'être révolutionnaire. Ce n'est pas demain la veille, les travailleurs ne doivent pas bousculer Lutte Ouvrière qui n'a pas l'intention de sortir de sa coquille.

Ce fut tout à son honneur que de refuser le vote Chirac, mais comme elle n'envisageait certainement pas la possibilité de la moindre action révolutionnaire contre la V^e République, qui n'a d'ailleurs à ses yeux rien de particulier, n'étant qu'un régime bourgeois comme un autre, LO n'allait pas se préoccuper d'essayer d'aider le mouvement des jeunes et des manifestants du 1^{er} mai à vaincre les carcans de l'union sacrée qu'il secouait de toutes parts, et se contenta de pondre sa condamnation, de prendre les coups, et de se replier.

A la LCR, c'est comme toujours un peu plus compliqué. Une bonne partie de cette organisation n'a vu le 21 avril au soir que le fascisme à sa porte, plongée dans une véritable transe et ne rêvant plus que d'union antifasciste, et l'idée que le fascisme est un danger réel en France aujourd'hui pèse d'ailleurs beaucoup dans la LCR (si c'était vrai, cela ne justifierait pourtant pas pour autant le ralliement à Chirac ...). D'autres, plus politiques, ont été sensibles aux pressions de la gauche officielle, des relations nouées dans les comités, les syndicats, la presse ... D'autres encore, au bout de quelques jours, le mouvement des lycéens d'abord strictement anti-Le Pen, appelant de plus en plus au vote Chirac faute de tout autre discours perceptible, ont estimé que telle était la volonté des masses. Résultat, après une semaine d'hésitation, la LCR a appelé à « barrer la route à Le Pen dans les urnes le 5 mai » c'est-à-dire à voter Chirac. Pour se consoler, elle appelait à manifester contre Chirac le 5 mai au soir, pensait transformer l'essai du 21 avril lors des législatives et recruter par milliers pour se transformer en un nouveau parti de toute la vraie gauche.

Dés le 5 mai au soir, l'élan était coupé ... par les 82% de Chirac. Le reste à l'avenant. Au jour où sont écrites ces lignes, la LCR n'envisage plus que d'organiser des forums à l'automne pour une nouvelle force politique qui reste à définir. Ce qui a naturellement son intérêt, mais n'a rien à voir avec les projets envisagés par les militants après le 21 avril. La vague d'adhésion, réelle, a été considérablement limitée et la Ligue hésite à intégrer un certain nombre de petits groupes politiques et revues qui frappent à sa porte. De plus, sa section locale de Montpellier a réalisé le tour de force d'exclure un groupe entier de jeunes qui avaient fait une banderole le 1^{er} mai disant « *A bas Le Pen, Chirac et la V^e République* » !

Le PT quant à lui n'a apparemment rien remarqué de nouveau sous le soleil. Il est vrai que son score à lui n'avait rien de nouveau. En contemplant du haut de son Aventin le mouvement de l'entre-deux-tours, en intervenant dans FO contre l'engagement syndical à fond dans les manifestations, le PT n'a pas appelé au vote Chirac, comme LO, sans envisager, comme LO, les possibilités de la situation. Le PT pense pourtant que l'explosion sociale aura lieu, et qu'il sera là, lui PT, pour servir de point de repère ; quant à aider les masses à prendre le pouvoir, à gagner, c'est sans doute une rêverie « trotskyste », ce que le PT se présente comme n'étant pas. Effectivement, en ayant cette attitude, il renie une partie de sa propre tradition : la brochure que nous citons plus haut, *Comment De Gaulle a pris le pouvoir*, n'a pas inspiré le titre du présent opuscule, mais c'est ce dernier qui nous a conduit à la relire. Elle avait été publiée par les ancêtres du PT actuel. Cette méthode d'analyse sur les institutions françaises, ils semblent l'avoir rangée dans leurs placards.

Dans cette diversité, nous retrouvons une autre unité : aucun de ces trois partis n'envisage sérieusement la question du pouvoir comme d'actualité en France aujourd'hui, aucun ne pense que quand ils font 10,5% ensemble, quand la situation est ce qu'elle est, quand tout le monde s'attend à une confrontation sociale, ils ont une responsabilité particulière, un devoir particulier, non seulement au nom des 10,5%, mais pour la majorité de la population. Pour LO, cette majorité est idéologiquement réactionnaire, pas encore convertie, au sens clérical, aux « idées de la révolution » -ils peuvent attendre longtemps. Pour la LCR, ce serait rêver complètement que d'envisager un renversement du régime actuel « quand Le Pen fait autant de voix » (quand le fascisme est à nos portes, ne pensons surtout pas à la révolution !). Pour le PT, Jospin=Chirac et, s'il est de bon ton de

dissenter des méfaits de la V^e République, jamais l'on n'a vu, au jour d'aujourd'hui, le PT faire de Chirac une cible politique, un président illégitime à renverser. Allez savoir pourquoi.

Ces attitudes s'expliquent, y compris en replongeant dans cette histoire des courants trotskystes dont nous disions que le commun des mortels l'ignore. Mais ce serait trop long ici ; et puis, sans aller jusque là, il faut non pas les excuser, mais expliquer par une raison plus générale ce refus global de répondre au message des électeurs, de poser la question du pouvoir, de prendre ses responsabilités et même d'envisager qu'on pourrait, juste ciel, avoir des responsabilités !

Cette raison est au fond la suivante : le mouvement ouvrier s'est construit, en Europe et à partir de l'Europe, avec une perspective révolutionnaire de transformation sociale -sans laquelle il ne se serait pas construit, même en Angleterre. Le stalinisme l'a défigurée, et la gestion gouvernementale par les socialistes, social-démocrates ou travaillistes a, peu à peu, dans les deux dernières décennies du XX^e Siècle, cessé de passer pour son substitut ou son amorce. Il n'y a plus de perspective explicite pour une autre société.

Mais cela ne justifie en rien le fait de ne pas prendre ses responsabilités démocratiques. D'autant plus que l'aspiration à une transformation totale de la société demeure, intacte, et qu'elle est là, toute nue et exigeante. De toutes façons, l'élaboration d'un programme génial pour une autre société ne peut pas précéder, ne peut pas être séparée, de la marche concrète contre l'ordre existant. Où l'on avance sur les deux plans -celui de la reconstruction d'une perspective socialiste et celui d'une réponse à la question du pouvoir ici et maintenant- ou l'on n'avance sur aucun, c'est-à-dire que l'on tourne le dos aux aspirations démocratiques majoritaires tout en ressassant des théories fumeuses.

Quelles perspectives ?

Pour la discussion.

A ce stade, le lecteur est en droit de demander ce que l'on entend précisément ici par « prendre ses responsabilités », encore que cela transparaisse dans tout ce qui précède.

D'abord, nous ne pensons pas que tel ou tel courant ou organisation détienne « la » solution. Certains -les dirigeants de l'ex-gauche plurielle- sont tout à fait déterminés à défendre cet ordre social et donc aussi l'actuel régime politique. Lorsque nous envisageons une orientation politique dans la France d'aujourd'hui, ce n'est pas à eux que nous la proposons, pour en discuter. Nous proposons d'en discuter aux socialistes et communistes sincères, aux militants de gauche en général, aux syndicalistes, aux courants opposants réels dans le PS ou le PCF, aux organisations d'extrême gauche et à leurs membres. Au sens large, ils sont tous, avec les jeunes qui apparaissent, des organisateurs et des porte-parole. Ce sont eux, tous, qui forment le milieu dans lequel la discussion de ce qui est écrit ici revêt un sens.

Pour la démocratie.

Nous nous plaçons du point de vue de la démocratie, la démocratie tout court, mais jusqu'au bout. De ce point de vue, la gauche aurait dû chasser Chirac en 1997 et mener une toute autre politique. De sa pratique réelle il a résulté ce que l'on sait. A présent, Chirac est-il légitime ?

Non, il est élu sur une gigantesque manœuvre, mais le rapport de force qu'il a ainsi créé ne permet pas d'engager la lutte pour le chasser instantanément. Pour autant, rien ne justifie qu'on le considère comme légitime. José Bové a raison de caractériser, à sa sortie de prison, ce gouvernement d'illégitime. Arnaud Montebourg a raison de refuser de se lever, à l'Assemblée nationale, quand Jean-Louis Debré vient lire le discours du trône. Et ce qui s'annonce, ce sont bien entendu des mouvements sociaux nombreux ...

Un troisième tour social ? Entendons-nous : que les travailleurs français aient la force de réaliser des mouvements d'une ampleur considérable, telle qu'une grève générale, nous le pensons. Mais la question est que pour qu'ils le fassent, il faut que ça en vaille la peine. Et pour que ça en vaille la peine il faut une perspective politique. Notre perspective ne saurait se limiter à un grand cri de résistance sociale tous les cinq à dix ans. Chacun comprend que tout a une limite.

Dans le camp adverse aussi, d'ailleurs, ils comprennent très bien cela, et ils veulent trancher les choses, contre nous, à la Thatcher : ils sont prudents, mais c'est ça leur idée, leur obsession.

Et si notre perspective politique, c'est d'une part, *ad vitam aeternam*, une gauche officielle qui nous dit que dans cinq ans, un Fabius ou un DSK pourra être élu et qu'en attendant, il faut résister un peu tout en étant constructifs sur les lois sécuritaires ou sur la régionalisation, et d'autre part, une extrême gauche qui nous explique qu'il faut d'abord refaire tout le programme du socialisme, ou encore que le fascisme est là et que ce n'est pas le moment de rêver, ou encore qu'Arlette n'est qu'à 5% alors bien sûr etc. ..., ou encore que, oui, il faut en finir avec la V^e République et avec Maastricht, mais que cela n'entraîne aucune lutte spécifique contre Chirac et ce gouvernement, ni aucune action pour entraîner toutes les organisations du mouvement ouvrier et de la gauche dans cette lutte ... si tout continue ainsi, alors : alors Raffarin et Chirac sont en capacité de battre les salariés secteurs par secteurs en jouant l'usure ou même de ne pas céder devant un grand mouvement type 95 contre telle ou telle attaque à l'encontre des conditions d'embauche, de la Sécu ou de la Fonction publique.

La perspective politique, abordant la question du pouvoir, ne peut donc être ni le retour de la gauche « unie », ni l'autocréation *ex nihilo* d'un pouvoir populaire révolutionnaire surgi de la grève générale par infusion du saint esprit, ni un gouvernement d'extrême gauche que personne ne propose et que celle-ci serait la première à refuser et à se savoir incapable de le supporter.

La question n'est pourtant pas si compliquée, si l'on s'appuie sur des principes et des conceptions démocratiques.

Ce dont la France a besoin, c'est d'un grand mouvement social ayant pour perspective, pour l'arrêt des licenciements, des privatisations, des expulsions, des fermetures de classe et de lits, etc., les moyens de ce coup d'arrêt : un régime démocratique, à savoir que les députés sont mandatés et responsables devant leurs électeurs, donc révocables, et que le gouvernement, l'exécutif, est l'organe tout aussi révocable du pouvoir législatif et rien d'autre. Il nous faut donc, avec tous les militants, organisateurs et porte-parole dont il a été question, mais en cédant la parole à la masse dès que celle-ci la prend et en faisant tout pour qu'elle la prenne, s'organiser pour qu'une promesse et une seule soit tenue : les élus le sont pour la défense de la société, du travail, de la Sécurité sociale et des services publics, et ils défendront ce programme sans concessions aucune. Ni la discipline d'un parti, ni la constitution de la V^e République, ni la Commission de Bruxelles, n'ont de légitimité contre cela.

Il est clair que ce qui vient d'être décrit signifie la fin de la V^e République, mais, à rebours de toutes les « réformes de l'État », signifie par-là la reconstruction d'un État démocratique du bas vers le haut : place à l'auto-organisation, à l'auto-activité des travailleurs et des citoyens eux-mêmes, dans les entreprises et les territoires, mandatant et contrôlant une assemblée constituante souveraine. A rebours de tous les discours sur l'État et la « mondialisation », ce serait là la fin conjointe de la domination et du capital, et de l'appareil exécutif d'État, ces deux séquences du passé barbare.

Contre les mauvais coups de Chirac, De Seillères et Raffarin, préparons la grève générale pour la démocratie, pour les renverser, renverser la V^e République, imposer enfin la souveraineté populaire.

Autrement, à force, oui, le fascisme, celui-là ou un autre, finira par ramper à nos portes !

Ce ne sont là que des conceptions hâtivement dessinées. Qui demandent discussion, critique, enrichissement.

Mais notons tout de suite que ces conceptions n'ont fondamentalement rien de nouveau. Le programme de la démocratie absolue a été formulé dans ce pays en 1793. Ajoutez-y les femmes et le fait que la propriété des principaux moyens de production, les capitaux, le sol, les usines, les infrastructures, les satellites, doivent eux aussi devenir la propriété de la démocratie (ce qui ne veut pas dire une gestion « centralisée », au contraire) -ajoutez-y cette dimension féminine et cette dimension « soviétique », et vous avez ce qui vient d'être esquissé. Nous considérons que nous avons aujourd'hui, en France, en Europe et dans le monde, des sociétés, des populations capables de fonctionner ainsi.

On dira « mais c'est du jacobinisme ! ». « Jacobinisme » est un gros mot dans ce pays, mais un mot détourné. On veut nous faire croire qu'il signifia d'abord autoritarisme du pouvoir central, écrasement des réalités locales et des minorités, alors que les technocrates de droite et de gauche, pourfendeurs contemporains du « jacobinisme », préfets de région, de départements et sous-préfets, directeurs d'Agences régionales d'Hospitalisation, recteurs, commissaires et procureurs, sont

étrangement tous les représentants du pouvoir central. Le pouvoir central pourfend le jacobinisme ! Bizarre ...

Ils veulent nous écraser en appelant cela la décentralisation. Curieux.

Mais cela s'explique : en France, l'appareil d'État vient de la monarchie et de Napoléon. C'est une machinerie incontrôlée, bureaucratique, militaire, maffieuse, intellectuelle et financière.

Détourner la haine séculaire que les petites gens éprouvent à l'endroit de cet appareil d'oppression et de compression, la détourner à l'encontre des travailleurs, des droits démocratiques, des syndicats, des fonctionnaires qui ne travaillent pas pour cet appareil mais pour la société, sous couvert de lutte contre le « jacobinisme », les « privilèges », voilà qui serait fasciste -et qui est latent.

Mais l'union de la nation, dans toutes ses composantes exploitées et opprimées, les émigrés et les sans-papiers inclus bien entendu, l'union de la société contre l'État, peut se faire contre ce bonapartisme aujourd'hui revu et corrigé c'est-à-dire aggravé et empuanti à la sauce bruxelloise et financière.

Bien sûr, ce programme en France s'inscrit dans l'Europe. C'est-à-dire qu'il entraînerait la jonction, l'union libre (tout à fait différente de l'actuelle Union Européenne), des nations du continent, ou qu'il se joindrait aux mouvements déjà engagés en Allemagne, en Espagne, en Italie, en Grande-Bretagne ... Car sous des formes variées les problèmes fondamentaux de la lutte des classes sociales et de la démocratie que l'on traite ici nous sont communs.

Nous venons de parler d'« union de la nation » -une formule qui en fera peut-être frémir quelques-uns. Mais ces positions s'inscrivent bien dans une tradition nationale, par laquelle elles sont internationalistes : celle de la Révolution française, des canuts, de 1848, de la Commune, de la grève générale du 1^{er} mai 1906, des grandes grèves de 1920, 1936, du soulèvement de 1944, des grèves de 1947, 1953, 1968, 1995. Et par-là, dans la perspective de l'union libre des peuples souverains, européenne et mondiale.

Les choses sont ainsi qu'il n'y a pas, aujourd'hui, de parti qui représente ces aspirations, mais qu'il y a dans tous les partis issus du mouvement ouvrier et hors d'eux, des personnes qui peuvent s'y reconnaître. Il serait logique, et il serait nécessaire, qu'ils s'associent.

Dans l'immédiat.

Dans l'immédiat, le gouvernement Chirac-Raffarin procède avec méthode. Il a commencé par restaurer la confiance envers lui dans la police et la gendarmerie, qui avaient manifesté leur crise profonde l'automne dernier. En même temps, cette « restauration » des organes de répression donne lieu au rapprochement interministériel de ces deux corporations, censé être le modèle du réaménagement de toute l'administration. Reprenant à son compte l'essentiel du programme d'un Julien Dray, Sarkozy teste, dans telle et telle cité, jusqu'où on peut aller : au motif de déterrer les mafias, de grandes perquisitions sont organisées, qui ne découvrent qu'un peu de shit et ne font certainement pas peur aux capitalistes maffieux des banlieues, mais qui visent la population. Dernièrement, une « rave partie » a servi de prétexte à une première rafle massive de jeunes. Rien, dans tout cela, ne vise l'« insécurité », tout vise la mise au pas, mais en jouant avec le feu.

Au-delà de ce premier volet, ce gouvernement s'apprête à aggraver la loi Aubry en augmentant massivement le volant d'heures supplémentaires dans les petites et moyennes entreprises. Telle qu'elle est, la loi Aubry, à l'exception de son article 1, est tout à fait malléable pour organiser la hausse réelle du temps de travail. Mais cela aussi il le fait prudemment, en tenant un discours sur la réunification du SMIG et même la hausse des salaires, à la grande satisfaction d'un Marc Blondel -quoi qu'il faille bien dire que la seule hausse de salaire qu'on ait vue pour l'instant est celle des ministres, 70% !

Il s'apprête d'autre part, et c'est là le nœud de sa politique, à généraliser le statut corse à toutes les régions et à accélérer la dislocation de la Fonction publique en l'éclatant en morceaux régionaux placés sous l'autorité déconcentrée des préfets, ce qui est paraît-il une « décentralisation ». Il réfléchit à un référendum sur ces questions : selon une fuite estivale au *Canard Enchaîné*, il s'agit de « venger » l'échec du référendum gaulliste de 1969. Une telle manœuvre ne pourrait réussir que si, sur fonds d'abstentions, des secteurs de la gauche et des syndicats soutenaient le gouvernement, ce qui semble devoir être le cas. Quoi qu'il en soit, la question de la régionalisation (et à travers elle celle de la « réforme de l'État ») sera une puissante ligne de clivage. Dans le PS, elle jugera qui est

verbalement de « gôche » et qui entend rester ou redevenir un vrai réformiste et non pas un casseur. Et cette question en ouvrant celle de l'État et de la démocratie, du pouvoir des habitants dans les communes et les quartiers et d'une extension démocratique des services publics, conduit directement à la mise en cause de la V^e République et de l'État bourgeois actuel.

Il est banal d'entendre dire que cette politique de Chirac et Raffarin s'inscrit dans la continuité de celle de la gauche plurielle (d'où l'embarras de cette dernière). Mais en vérité, elle entend franchir une étape, sinon ce gouvernement faillirait à sa mission aux yeux de ses mandataires, les grands patrons. Rien ne le montre mieux que cette question de la réforme de l'État et de la régionalisation : il reprend les choses où elles en étaient restées non pas là où Jospin les avaient laissées en avril 2002, mais là où Allègre les avaient quittées en mars 2000 : depuis cette date le gouvernement Jospin ne parvenait plus à avancer sur ce sujet central. De même, en matière de police et de gendarmerie, le gouvernement Raffarin fait ce que les Dray préconisaient, certes, mais il essaye réellement de le faire et y arrive pour l'instant jusqu'à un certain point, lui.

Il va de toutes façons bien être obligé de passer à l'attaque de plus en plus frontalement. Car la réduction programmée de la fiscalité directe combinée aux dépenses pour les forces de répression et, prochainement, pour une armée dont l'équipement et la logistique sont jugés, de manière tout à fait justifiée de leur point de vue, en état de carence chronique en comparaison du voisin britannique, « partenaire » et porte-flingue de Washington, le tout sous la pression de la crise financière et économique mondiale qui va s'aggravant, tout cela va de toutes façons contraindre le gouvernement à attaquer.

Il a d'ailleurs politiquement intérêt à ne pas perdre de temps et à exploiter au maximum la période ouverte par le coup d'État l'épéno-bonapartiste des élections présidentielles, pour transformer l'essai jusqu'au bout.

Pour le salariat, pour la jeunesse, pour la démocratie, la résistance à ce qui s'annonce et qui commence est donc elle-même contrainte de voir plus loin, et, pour être victorieuse, de reconstruire une perspective politique alternative démocratique et radicale.

Nous sommes entrés dans une nouvelle période le 21 avril, en ce sens que le type de rapports politiques instaurés autour de 1981, et qui avaient perpétué la V^e République, ont définitivement pris fin. Ce qui s'est passé n'est pas une simple alternance comme lors des élections françaises précédentes. C'est un petit coup d'État, qui entend déboucher sur une restauration, sur un changement de régime dans le régime : porter des coups décisifs à ce peuple qui rebondit toujours dans des grèves, dans la rue ou dans les urnes, lui casser les reins pour qu'il perde cette vitalité. Voilà le programme de la « France d'en bas ». Ceux qui croient que ce ne fut qu'une alternance n'ont pas de perspective démocratique à offrir : aussi bien les dirigeants du PS à la Hollande qui proposaient la cohabitation aux législatives, avec le brillant résultat que l'on sait, et qui voudraient maintenant river les regards sur la ligne bleue de scrutins lointains, que ceux qui, à l'extrême gauche, considèrent qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil du capital. En réalité, nous avons en face de nous leur « *gouvernement de la dernière chance* » selon une formule qui a échappé à son porte-parole J.F. Coppé à la veille des législatives. Renverser ce gouvernement ne sera donc pas une simple alternance. Les alternances dans le cadre de la pensée unique, inaugurées par tromperie en 1981, sont finies. L'heure est à la révolution démocratique.

Vincent Présumey, août 2002.

Cette brochure a été rédigée par Vincent Présumey, militant socialiste, professeur d'Histoire et syndicaliste, à la demande de militants d'appartenances politiques diverses suite à des discussions sur le sens des élections présidentielles de 2002. Elle est le fruit de réflexions et de débats menés notamment dans le cadre de la « [Lettre de Liaisons](#) », bulletin électronique d'informations, d'analyses et de débats, destiné aux militants ouvriers.